

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. . . . . 12 fr.  
Six mois. . . . . 23  
Un an. . . . . 44

L'abonnement continue sans avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces :

# JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. . . . . 14 r.  
Six mois. . . . . 27  
Un an. . . . . 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne  
RÉCLAMES : 25 centimes  
— On traite à forfait. —

ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée  
A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bulier et C<sup>o</sup> place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 16 JUIN 1872

## BULLETIN QUOTIDIEN

La situation s'aggrave chaque jour en Espagne. Le nouveau ministère n'a pu encore se constituer; les troupes de Charles VII ont remporté des victoires signalées; les républicains se mettent aussi en campagne contre l'étranger; plusieurs de leurs bandes ont été vues dans les provinces méridionales. On prétend aussi qu'un mouvement aurait éclaté à Madrid et que le roi Amédée serait en fuite; mais ce bruit mérite confirmation. Quoiqu'il en soit, les lettres et journaux de Madrid ne sont pas arrivées en France hier. Les communications télégraphiques deviennent de plus en plus difficiles.

L'Agence Havas annonce que la Prusse admet en principe l'évacuation anticipée du territoire; mais elle ne nous fait pas connaître les conditions du cabinet de Berlin. Nous devons donc attendre avant de nous réjoindre.

Le langage des journaux républicains modérés qui, jusqu'à présent, avaient rigoureusement soutenu M. Thiers, devrait lui donner à réfléchir sur son triomphe de lundi.

L'Opinion nationale, dans un article qui mérite d'être signalé, déclare que désormais il n'y a plus rien à attendre du gouvernement. Il ne faut pas le renverser, pour le moment, par crainte de la Droite, il faut le laisser encore pendant une année poursuivre la libération du territoire. Pendant ce temps, le parti républicain fera son chemin, et après on procédera à de nouvelles élections d'où sortira et une nouvelle Assemblée et un nouveau président.

Cette perspective sourit-elle à M. Thiers, et approuve-t-il le programme que ses amis mettent en avant sous ses yeux avec une franchise qui n'est pas dépourvue de naïveté?

De son côté, le Journal des Débats déclare que le gouvernement de M. Thiers nous conduit tout droit à celui de M. Gambetta, et il le dit franchement :

« C'est notre conviction que, du train où vont les choses, M. Léon Gambetta (à moins que les conservateurs libéraux ne s'entendent et n'y mettent bon ordre) sera, ou plus tôt ou plus tard, le maître légal de la France. Il y aurait aveuglement à ne pas voir ce port, selon nos adversaires, cet écueil, selon nous, et pusillanimité à ne pas le signaler. »

La Voce della Verità déclare tenir de bonne source que le cabinet de Vienne, ne pouvant se dissimuler la gravité pour l'Autriche du voyage du prince Humbert à Berlin et de l'alliance dont il est signe, a fait des observations courtoises, mais explicites sur ce point.

Non-seulement le comte de Robilant, ministre d'Italie à Vienne, a été interpellé directement sur ce point, mais le gouvernement autrichien a cru devoir appeler l'attention des représentants des autres puissances sur les menaces con-

La justice italienne vient d'acquitter les assassins des gendarmes pontificaux à la porte Cavaleggiéri. Nous n'attendions pas moins d'elle; ne faut-il pas que la justice italienne soit à la hauteur du gouvernement italien? — A. R.

Les journaux officieux de la république modérée continuent à se réjoindre du triomphe de la république avancée; ils ont d'abord essayé de prouver que cette victoire était la leur; puis, comme on leur a démontré qu'ils élevaient là une singulière prétention, et qu'en définitive, au lieu d'avoir, comme ils l'affirmaient, remporté une victoire de compte à demi avec les radicaux, ils avaient au contraire été défaits par ceux-ci : « Soit, disent-ils maintenant, ce sont les radicaux qui l'ont emporté; mais nous préférons ce triomphe des radicaux au triomphe des monarchistes, des réactionnaires » de toutes les nuances. »

En même temps, l'entourage présidentiel essaie de faire prévaloir cette opinion auprès du chef du principal, et les Mocarard du jour s'en vont répétant et écrivant que M. Thiers ne peut rien avoir à redouter des radicaux; que ceux-ci sont dévoués à sa personne, parce qu'il représente, à leurs yeux, la République, et qu'ils lui susciteront bien moins d'embarras et de difficultés que ne fait la majorité actuelle. Il faut reconnaître, en toute justice, que les familiers ne sauraient tenir un autre langage. Comme ils ont, dans la dernière élection, compromis le président en faveur des radicaux; comme ils ne se sont pas gênés, tout le monde le sait, pour déclarer, dans la Somme, par exemple, que les vœux de M. Thiers étaient, non pas pour M. Lejeune, mais pour M. Barni; comme on a permis au général Faidherbe de faire afficher sur papier blanc, c'est-à-dire sur papier officiel, un appel en faveur du candidat radical; comme, enfin, tous les néfastes conseillers, petits ou grands, du pouvoir central ou des pouvoirs locaux ont écrit et travaillé en faveur de l'élection radicale, il faut bien persuader aujourd'hui au président qu'en travaillant pour eux, on travaillait pour lui, et que si on l'a compromis, c'est pour son plus grand succès et son plus grand bien.

Si M. Thiers se laisse aller à cette douce persuasion, c'est tant pis pour lui, comme c'est tant pis pour les conservateurs s'ils s'imaginent bonnement que le triomphe du radicalisme et de M. Gambetta ne leur ménage point de funestes lendemains. On veut persuader au président que les radicaux lui seront plus doux que les prétendus réactionnaires. Nous souhaitons pour lui qu'il n'ait point à faire l'expérience de la mansuétude des radicaux. Ceux-ci, en effet, ne sont point hommes à se laisser conduire, ou, en tout cas, à céder au dernier moment, comme le font toujours les députés de la majorité actuelle. En premier lieu, ils sont d'un caractère beaucoup plus solide et entreprenant; ils ne s'arrêtent pas devant ces considérations d'intérêt public dont se préoccupent et s'inquiètent les bonnes gens de la majorité. Si le président se retirait, disent les préten-

crise, une crise funeste peut-être, à l'extérieur comme à l'intérieur. — En bien! ce serait une crise, répondraient les radicaux; une crise, que nous importe! nous sommes habitués aux crises, et c'est par elles que nous vivons! — Et ils se garderaient bien de supplier et de retenir M. Thiers.

Ajoutons que la majorité n'est jamais préparée pour un coup de parti; que les radicaux, au contraire, sont toujours prêts et bien prêts à tout événement; ce ne sont pas eux qui manqueraient jamais de bras pour saisir le pouvoir! On persuade à M. Thiers qu'il tiendra les radicaux; ce sont les radicaux qui tiendront M. Thiers, auxquels il devra obéir ou devant lesquels il devra disparaître. On lui dit qu'il sera leur maître; non pas vraiment; il sera leur victime, et la première. Et que M. Thiers ne se flatte même pas de l'espoir que son grand âge le soustraira à la domination des radicaux; qu'il ne dise pas, comme Louis XV, — sans que nous voulions faire, d'ailleurs, aucune comparaison blessante, — « Cela durera toujours autant que moi. » Non! cela ne durera pas autant que lui, et si les choses suivent leur cours régulier, normal, si des événements qu'il ne faut peut-être point désirer, ne surgissent pas tout à coup, le triomphe du radicalisme est si prochain, que M. Thiers, ni sa République modérée, ni les conservateurs indifférents, apathiques, aveugles, n'auront le temps ou la force de s'en gâter.

Et quel sera-t-il encore, ce triomphe du radicalisme? Sera-ce tout simplement la victoire et l'avènement de M. Gambetta? Non, il faut se le bien persuader, on ne s'arrêtera pas là. Ou M. Gambetta, qui aimerait peut-être à jouir de la situation élevée d'un gouvernement tranquille, en viendrait cependant, par la force des choses, à suivre les traditions, à mettre en pratique les théories des gens de la Commune qu'il aura cités — romarquez-le — contraint de rappeler en France et d'amnistier, ou il sera immédiatement renversé par ces gens-là. Nous savons que lui-même, dans ses heures de réflexion, ne se fait point d'illusions sur ce point. Et tout cela revient à dire, en résumé, que M. Thiers sera une proie facile pour M. Gambetta, et M. Gambetta une proie non moins facile pour la Commune, la Commune telle que nous l'avons vue à Paris, avec une différence cependant, avec l'autorité légale en plus.

Voilà bien, voilà ce qu'annoncent de façon très claire les élections de dimanche dernier. Voilà où nous mèneront l'apathie, la sottise des conservateurs, et la faiblesse, l'inconsistance, le désarroi de la majorité de la Chambre, toujours soumise aux volontés de MM. Dufaure, Durier et Simon. Certes, un jour, après cette crise formidable nos idées triompheront, mais avant ce triomphe, bien des désastres se seront accomplis; nombre des rêveurs d'aujourd'hui auront été emportés. La vérité aura le dernier mot, nos prévisions se réaliseront; mais elles se réaliseront comme celles

malade imprudent, lequel mourra en effet.

Que M. Thiers, l'Assemblée et les conservateurs continuent à se montrer aussi imprudents, et leur mort est à la fois certaine et prochaine. (Patrie.)

### Nouvelles d'Espagne.

Les journaux espagnols n'en sont plus maintenant à essayer de nier la force et les progrès du soulèvement national.

L'Eco de Espana dit que le ministère garde une excessive réserve sur l'état de l'insurrection en Catalogne, mais que les nouvelles privées sont toutes d'accord sur ce point qu'elle prend tous les jours de plus grandes proportions et que, si les insurgés évitent soigneusement les rencontres, ils se battent avec énergie quand les circonstances l'exigent.

La Esperanza prétend que, d'après des lettres qu'elle offre de publier, les carlistes auraient fait entrer en Navarre de l'argent, des armes, des munitions et des effets militaires, le tout en abondance.

D'après la Reconquista, Carasa a envoyé au général Moriones deux défilés simultanés; il propose à ce général de marcher l'un contre l'autre; Moriones amènera avec lui 2,000 hommes de troupe et Carasa se fait fort de le battre avec 1,500 et même 1,000 Navarrais. Ces défilés restent sans réponse, comme il y avait lieu de le prévoir, mais ils prouvent la foi qu'a le cabecilla dans la valeur de ses troupes.

Toutes les informations sont d'accord pour admirer les opérations stratégiques de ce vieux et intrépide général. M. Pedro della Torre écrit à ce sujet :

Près de Vera, quelques douaniers carlistes revêtus du costume civil, ayant eu la curiosité de fouiller un paysan au moment où il allait traverser la Bidassoa, trouvèrent dans ses poches une lettre écrite par Moriones au consul d'Espagne à Bayonne, le priant de publier qu'il avait battu Carasa et l'avait chassé des montagnes.

Le général ajoutait : « J'avais espéré pouvoir le faire, mais le cabecilla, par un moyen ou un autre, ayant appris mes intentions, m'a attendu sur les hauteurs, et j'ai été forcé de battre en retraite. »

C'est malheureux que je ne puisse arriver à avoir des informations sûres relativement aux mouvements des carlistes. Je suis obligé d'agir avec la plus grande précaution. »

Je ne puis vous donner les paroles exactes de la dépêche saisie, mais en voilà la substance. Voici la vérité. En effectuant sa retraite, Moriones tomba dans une embuscade et perdit beaucoup d'hommes. On dit qu'il a été blessé. Le fait est qu'il est à Pamplune, et ses troupes campées hors de la ville sous la protection des remparts.

Le général Echague paraît fort découragé; il essaie tantôt de gagner quelques adhésions nouvelles au concubino, tantôt d'intimider les populations par des proclamations menaçantes. Ces moyens très divers n'ont pas plus de succès les uns que les autres.

Quant au vicil Espartero, il paraît qu'il ne se soucie nullement d'aller prendre

compromis. On sait, du reste, que depuis la mort de son secrétaire, celui qui trama et rédigea le traité avec Maroto, Espartero est resté plutôt un drapeau qu'un homme.

A Madrid, le désarroi augmente de plus en plus. On ne sait même si l'on parviendra à constituer le ministère, et personne n'est bien sûr de la perspective d'un portefeuille en de pareilles occurrences. Les dépêches suivantes de l'Agence Havas, quelques intentions de bienveillance qu'elles aient, résument éloquentement une situation désespérée :

Madrid, 13 juin, 9 h., soir.  
(Arrivée seulement le 13 à minuit 1/4.)

Le maréchal Espartero refuse de venir à Madrid, alléguant des raisons de santé.

On annonce le prochain départ du maréchal Serrano pour Londres.

Madrid, 14 juin, soir.

Cortès. — Lecture est donnée du décret nommant le ministre et suspendant les séances. Les membres du gouvernement étaient présents pendant cette petite lecture.

On croit que la dissolution aura lieu bientôt.

Le gouvernement attend la décision de M. Zorilla. On ne sait pas encore s'il viendra. Le bruit court qu'il résiste opiniâtement à la commission qui est allée le chercher.

Les membres des majorités des deux chambres se sont réunis au Sénat à 5 heures du soir. La réunion se montre favorable au gouvernement.

La tranquillité est complète.

M. Montero Rios, qui a été appelé à Madrid pour prendre le ministère de la justice, est malade; on croit que l'état de sa santé l'empêchera d'accepter. Alors M. Mosquera conserverait ce portefeuille.

Les lois financières actuelles resteront en vigueur, sans ardues des économies possibles, jusqu'à la réunion des Cortès nouvelles.

Madrid, 14 juin, 10 h., soir.

Une manifestation a eu lieu ce soir. Les manifestants portaient des drapeaux en criant : Vive le ministère radical! Vive le ministère des économies!

À la réunion des membres de la majorité, tenue dans le palais du Sénat, étaient présents 136 députés et 72 sénateurs. Le maréchal Serrano a dit que, samedi dernier, les ministres en conseil, sous la présidence du roi, ont proposé de demander la suspension des garanties constitutionnelles. C'est ce qui a occasionné la crise.

La majorité a l'intention d'adresser au roi une pétition à monçant que ses membres sont disposés à voter les lois économiques pendantes.

On sent l'approche de la crise définitive.

On écrit au Courrier de Bayonne, le 12 juin :

Il règne à Madrid une grande agitation. Le dénouement approche. Les rumeurs de soulèvement en masse dans la Catalogne prennent de la consistance, d'après le Combat. Les bandes carlistes et républicaines ont pris les armes au cri de : Abajo lo existente! Fuera el extranjero! Les lettres de Portugal disent que diverses places de guerre de l'Espagne vont se soulever pour don Carlos et pour la république fédérale.

P. S. — Nous n'avons reçu ni lettres ni journaux de Madrid. Serait-il vrai que des manifestations antidynastiques ont